

**Lettre ouverte  
CSAL de l'Eure  
du 18 janvier 2024**

Évreux, le 18 janvier 2024,

Madame la Présidente du CSAL de l'Eure,

Le Comité Social d'Administration Local (CSAL) de l'Eure est convoqué aujourd'hui pour voter le Règlement Intérieur des nouvelles instances mises en place depuis un an. L'intersyndicale souhaite vous rappeler que ce règlement intérieur est un texte important, car il organise le fonctionnement de nos instances et reflète donc le type de dialogue social que vous souhaitez mettre en place dans notre département pour les années à venir.

Premier signe alarmant, la convocation du CSAL portant, entre autres, sur le Règlement Intérieur une heure seulement avant la deuxième convocation du CSAL emplois. Gérer la question du RI entre deux pas de porte, nous laisse entrevoir l'importance donnée au dialogue social.

Le brusque départ de notre ex-Directeur général, M. Fournel, de la table des négociations en fin d'année dernière constitue, pour nous, une autre manifestation de dédain envers le dialogue social. Alors que des négociations avaient débuté, notamment au sujet de la rémunération à la DGFIP, nous avons appris que le Directeur Général avait brutalement ajourné celles-ci sous prétexte d'un communiqué de presse de Solidaires Finances Publiques alertant sur le fiasco GMBI. Ce dernier a gravement remis en cause comme d'aucuns avant lui notre liberté d'expression arguant que notre communication était « mensongère » et il a ainsi décidé unilatéralement de reporter la réunion prévue ce 1er décembre 2023 à l'année prochaine.

Selon le Directeur Général, une partie de nos chiffres est mensongère, notamment la hausse du nombre de Taxes d'Habitation Secondaire (THS) que nous annonçons (+ 70 %). Toutefois, les chiffres apportés par la Direction Générale en retour (+3 %) sont assez peu crédibles au vu du nombre de problèmes remontés dans les services. Toujours selon lui, l'extériorisation des difficultés internes telles que GMBI (« Gérer Mes Biens Immobiliers ») détruit la DGFIP et son image... et de par nos expressions, nous ne servirions pas la « maison » DGFIP. Nous nous étonnons par ailleurs de l'absence de la présentation du bilan de la campagne des avis 2023 en CSAL alors que le calendrier prévisionnel des travaux du CSAL en 2024 fait apparaître celui de la campagne 2024 au dernier trimestre 2024.

Nous devrions donc mettre la poussière sous le tapis. Peu importe que, bien avant notre expression, la DGFIP soit devenue la risée de nos concitoyens après que des rôles de Taxe d'Habitation aient été émis au nom de mineurs voire de nourrissons. Peu importe qu'avant cela, la Direction Générale ait pensé que l'attribution d'une prime à une minorité d'agents pouvait solder pour tout compte le contentieux né de la mise en route à marche forcée de

la désormais fameuse application « Gérer Mes Biens Immobiliers » (GMBI). Peu importe que nous ayons dénoncé depuis le début cette énième usine à gaz née dans la précipitation.

Aussi, à ce stade et toujours selon lui, sa confiance altérée envers nos organisations ne permettrait pas de négocier dans les meilleures conditions. Aussi, il préfère reporter en janvier.

Qu'il se rassure, la participation de notre organisation a ces négociations n'a jamais été le reflet d'une confiance envers la Direction Générale qu'il incarne. Nous négocions en responsabilité pour que soit enfin reconnu l'engagement des personnels. Nous ne voulons plus des habituelles reconnaissances « de discours » et voulons que cette reconnaissance se matérialise dans nos rémunérations. Dans les rémunérations de tous les agents. Y compris les vôtres, d'ailleurs. D'après ses dires, de grands changements sont intervenus ces dernières années et le mérite en revient aux agent.es, il est temps de joindre les actes aux paroles !

C'est pourquoi, Madame la Présidente, nous ne siégerons pas aujourd'hui au CSAL consacré au Règlement Intérieur.

Les représentant·e·s au CSAL de l'Eure.